

La note de Conjoncture de la CAPEB

LA LETTRE
D'INFORMATION
HEBDOMADAIRE
DU RÉSEAU

Conjoncture du
4^e trimestre 2014

Janvier 2015



Mémo du trimestre

Activité globale ↘ - 3 %

Neuf ↘ - 6,5 %

Entretien-Rénovation
↘ - 1 %

Bilan 2014

Activité globale ↘ - 2 %

Neuf ↘ - 4,5 %

Entretien-Rénovation
↘ - 0,5 %

Prévisions 2015

Activité globale
↘ [- 1 % ; 0 %]

Neuf ↘ [- 4 % ; - 3 %]

Entretien-Rénovation
↗ [+ 0,5 % ; +1,5 %]

ACTIVITÉ DE L'ARTISANAT DU BÂTIMENT : 3^{ÈME} ANNÉE DE RECUL

La reprise dans le bâtiment se fait toujours attendre, les investissements dans la construction neuve et les dépenses de travaux en entretien-rénovation des ménages sont globalement restés enrayés en 2014. La crise est encore là, même si l'année 2014 connaît un recul moins important qu'en 2013 (- 2 % contre - 3 %).

L'artisanat du bâtiment enregistre un repli plus fort qu'attendu au 4^{ème} trimestre avec - 3 % et qui représente ainsi la plus forte baisse de l'activité de l'année. Ce recul s'explique principalement par une chute de 6,5% en construction neuve (soit un repli de 4,5% en volume sur l'année), ainsi qu'une diminution de - 1 % en entretien-amélioration (soit un repli de - 0,5 % en 2014). Si tous les métiers ont souffert de la morosité économique, notons que les métiers du gros œuvre ont été particulièrement impactés par la faiblesse des mises en chantier. En effet, leur nombre, sur un an cumulé, n'atteint pas le seuil des 300 000 logements à fin novembre 2014, ce qui correspond à un recul de 11,4% sur un an. Le nombre de permis déposés, quant à lui, ne permet pas d'envisager une reprise à court terme puisqu'il affiche une baisse de 11,9 %, ce qui représente 381 701 unités sur douze mois cumulés (entre décembre 2013 et novembre 2014 comparé à la même période un an plus tôt). Quant aux carnets de commandes, ils représentent désormais 67 jours de travail (soit 7 jours de moins qu'un an auparavant) tandis que les besoins de trésorerie repartent à la hausse puisque 45 % des entreprises déclarent un besoin de trésorerie (contre 40 % un an auparavant) qui est en moyenne égal à 20 000 €. Fin 2014, le nombre d'entreprises artisanales du bâtiment envisageant d'embaucher au premier semestre 2015 n'est que de 4 % (contre 6 % au même semestre de l'année précédente), alors que, dans le même temps, le nombre d'entreprises

envisageant de procéder à des licenciements ou à ne pas renouveler de contrats atteint 8 % (contre 6 % au même semestre de l'année précédente). Dans l'artisanat du bâtiment, la chute d'activité en 2014 devrait entraîner la destruction de 12 000 emplois. L'artisanat devrait connaître en 2015 un recul moins important qu'en 2014, qui se situerait aux alentours de - 1 % (contre - 2 % en 2014). Néanmoins, l'année serait marquée par une activité contrastée. Tout d'abord, cette tendance encore baissière en 2015, se traduirait par un recul de la construction neuve de - 4 % à - 3 % et par une reprise comprise entre 0,5 % et 1,5 % en entretien-amélioration. Il est attendu un premier semestre en recul à l'image de la fin de l'année 2014 et, à l'inverse, un second semestre plus dynamique. En effet, les plans de relance du logement initiés en 2014 (faciliter la libéralisation du foncier, favoriser l'accès à la propriété, simplifier et réduire les normes dans la construction...) et des aides prévues tout particulièrement dans le cadre de la transition énergétique, (le nouveau crédit d'impôts CITE, relance de l'éco-PTZ, programme Habiter Mieux devraient commencer à porter leurs fruits dans la deuxième partie de l'année). Notons enfin que l'activité de l'année 2015 dans le bâtiment sera bien entendue également dépendante du contexte économique global, notamment impacté par l'évolution de l'euro, des cours du pétrole, des taux d'intérêt et du chômage...

(Évolution en volume de l'activité des entreprises artisanales du bâtiment)

VOLUME D'ACTIVITÉ

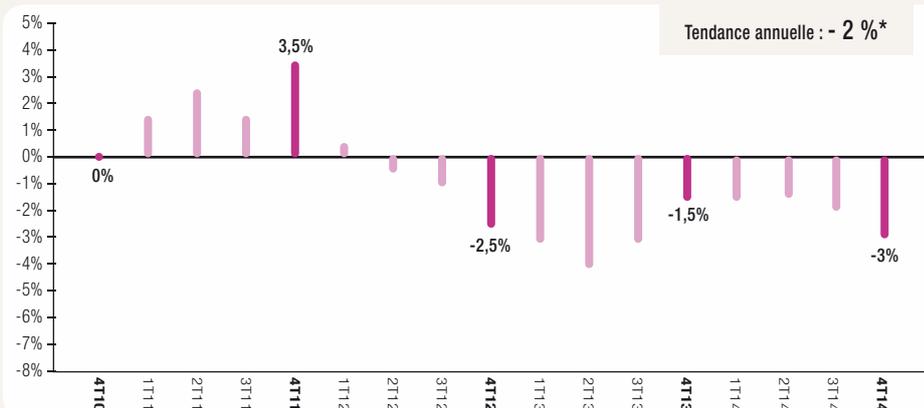
Une fin d'année dégradée

L'activité en volume des artisans du bâtiment recule de 3 % au quatrième trimestre 2014 par rapport au même trimestre de l'année précédente (déjà en recul de 1,5 %).

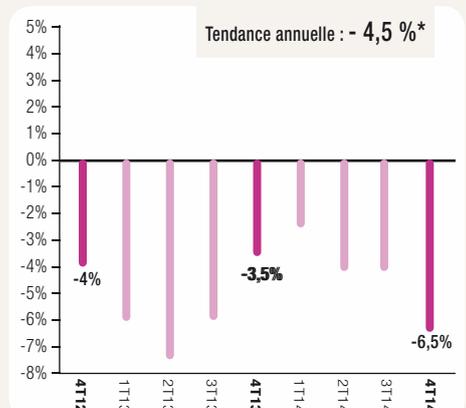
En effet, le neuf enregistre un net recul de 6,5 % tandis que l'entretien-rénovation se contracte de -1 % ce trimestre.

Le volume des travaux d'Amélioration de la Performance Énergétique des Logements affiche une croissance nulle (0%).

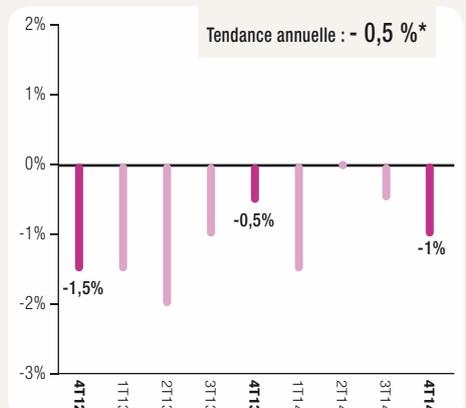
Activité globale



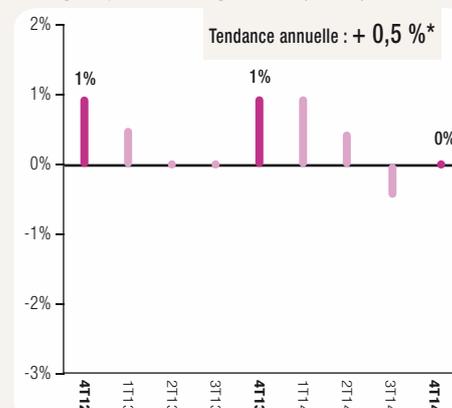
Construction neuve



Entretien-rénovation



Travaux d'Amélioration des Performances Énergétiques du Logement (APEL)

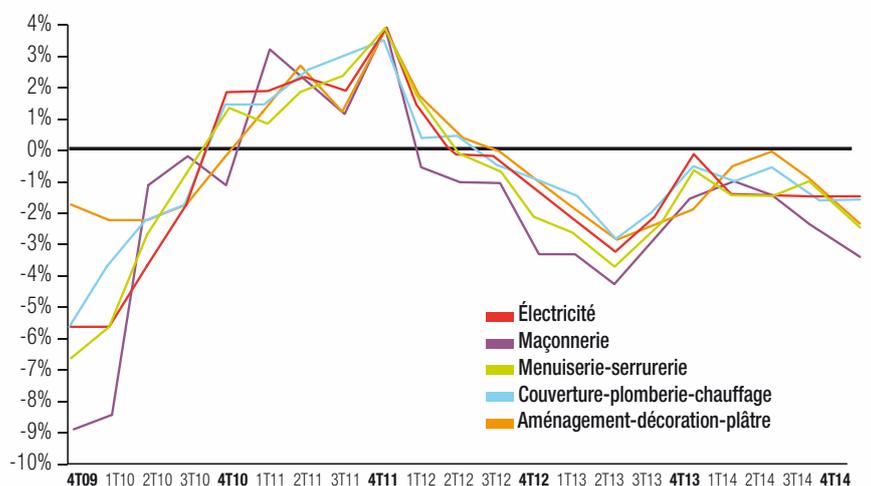


Sources : CAPEB - I+C, taux de croissance par rapport au même trimestre de l'année précédente. - * Tendance annuelle : 4 derniers trimestres cumulés

ACTIVITÉ PAR CORPS DE MÉTIERS

Tous les corps de métiers reculent

La dégradation du volume d'activité se situe entre - 2 % et - 4 % pour les différents métiers. Les travaux de maçonnerie sont de nouveau, ce trimestre, les plus impactés avec une baisse de 4 %. Les activités de couverture-plomberie-chauffage et d'électricité reculent de 2 %, alors que dans le même temps, les activités d'aménagement-décoration-plâtrerie et de menuiserie-serrurerie enregistrent une baisse d'activité plus marquée de 3 %.

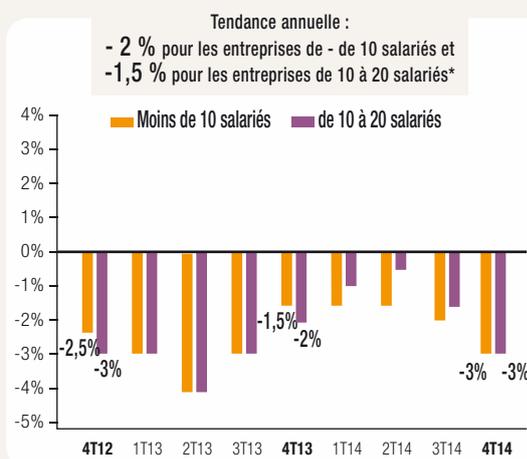


Source : CAPEB - I+C, taux de croissance par rapport au même trimestre de l'année précédente.

ACTIVITÉ PAR TAILLE D'ENTREPRISE

Un recul de 3 % quelle que soit la taille de l'entreprise

Au 4^{ème} trimestre 2014, la baisse d'activité est de 3 % pour les entreprises de moins de 10 salariés comme pour les entreprises de 10 à 20 salariés.

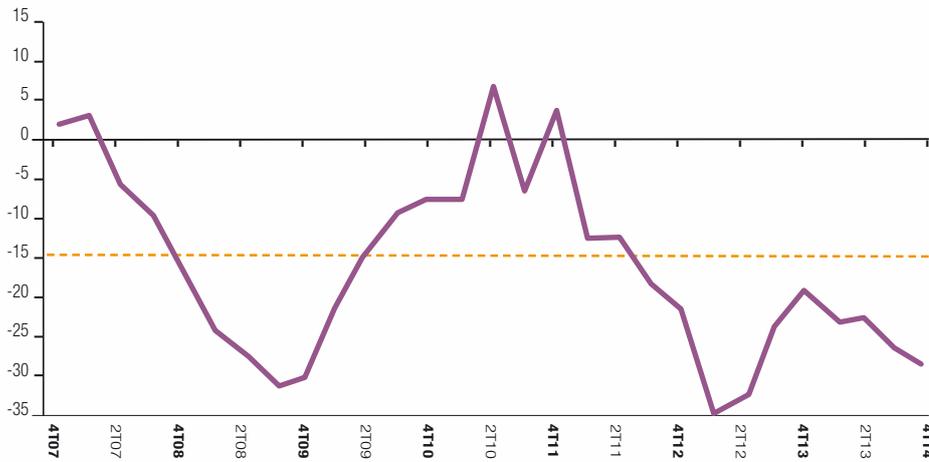


Source : CAPEB - I+C, taux de croissance par rapport au même trimestre de l'année précédente.

* Tendance annuelle : 4 derniers trimestres cumulés

TRÉSORERIE

BESOINS DE TRÉSORERIE

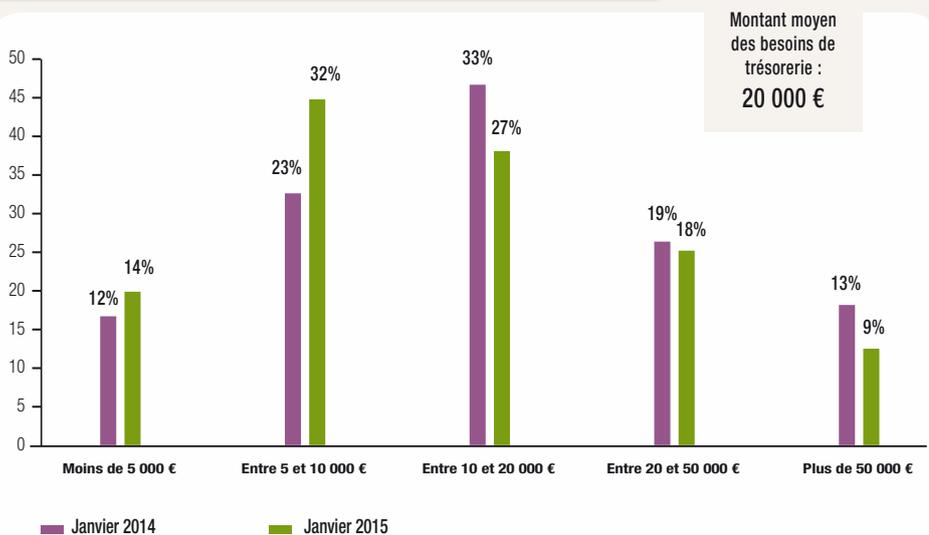


Source : CAPEB - I+C, évolution (solde d'opinions) par rapport au trimestre précédent.

La dégradation de la trésorerie des entreprises artisanales se poursuit

La trésorerie des entreprises artisanales se dégrade à nouveau. En effet, 34 % des professionnels font état d'une détérioration de leur trésorerie alors que seulement 6 % soulignent une amélioration. Le solde d'opinions relatif à l'évolution de la trésorerie reste largement négatif.

RÉPARTITION DES BESOINS DE TRÉSORERIE



Source : CAPEB - I+C.

Des besoins de trésorerie encore élevés

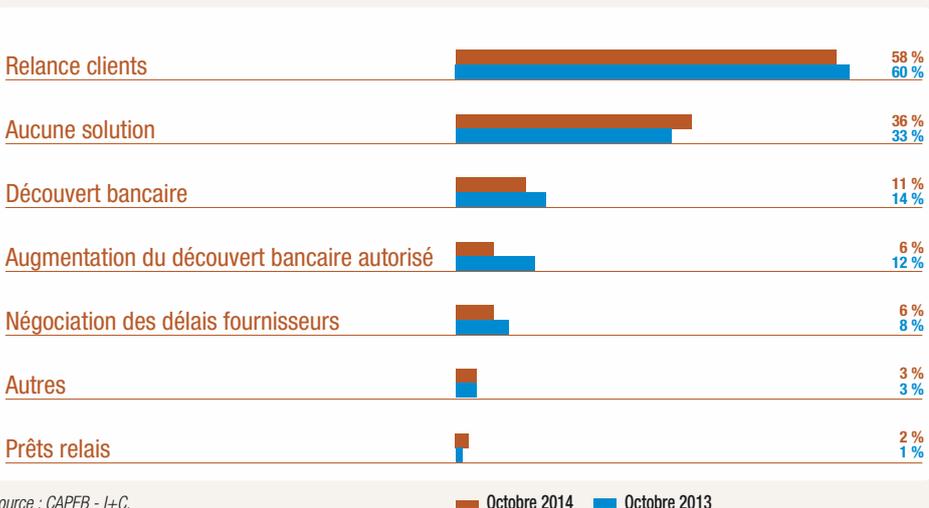
Ainsi, au 4T2014, 45 % des entreprises font état de besoins de trésorerie, dont 54 % d'entre elles déclarent un besoin supérieur à 10 000 €.

En janvier 2015, le montant moyen des besoins de trésorerie de ces entreprises repart à la hausse et atteint 20 000 €.

En octobre 2014, 6 % des entreprises déclarent une hausse du délai de paiement des clients. Les défauts de paiement des clients sont en hausse pour 8 % des entreprises contre 3 % d'entre elles qui déclarent une baisse.

SOLUTIONS MISES EN ŒUVRE POUR RÉSOUDRE LES PROBLÈMES DE TRÉSORERIE

Plusieurs réponses sont possibles



Source : CAPEB - I+C.

Pour résoudre leur problème de trésorerie, 58 % des entreprises ont recours à des relances clients (elles comptent d'abord sur leurs propres moyens).

En effet, 77 % des entreprises ont constaté des retards de paiement de clients (contre 70 % au même trimestre de l'année précédente).

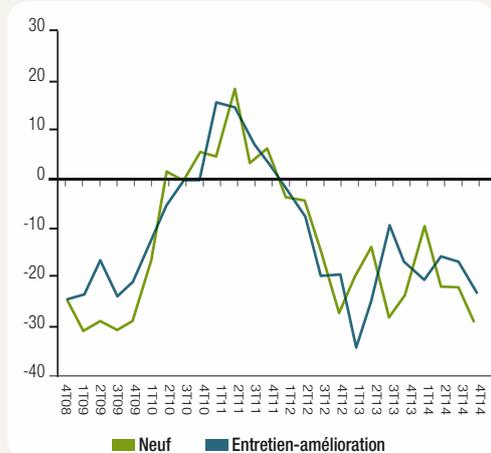
42 % des entreprises déclarent une augmentation des retards de paiement.

Le découvert bancaire et l'augmentation du découvert bancaire autorisé sont également utilisés par les entreprises.

A noter que dans plus de 36 % des cas, les entreprises n'envisagent aucune solution.

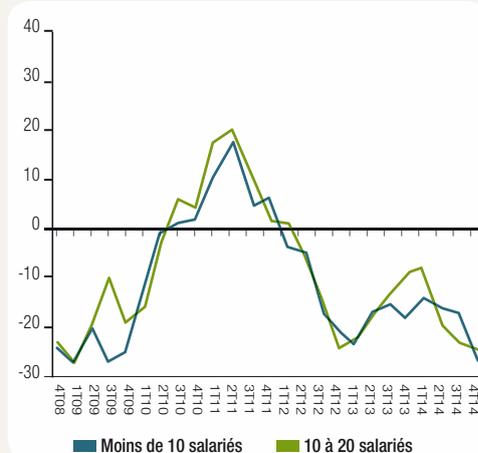
CARNETS DE COMMANDES

Neuf / Entretien-amélioration



Source : CAPEB - I+C, évolution (solde d'opinions) par rapport au trimestre précédent.

Moins de 10 salariés / 10 à 20 salariés



Des perspectives inquiétantes dans le neuf mais aussi en entretien-amélioration

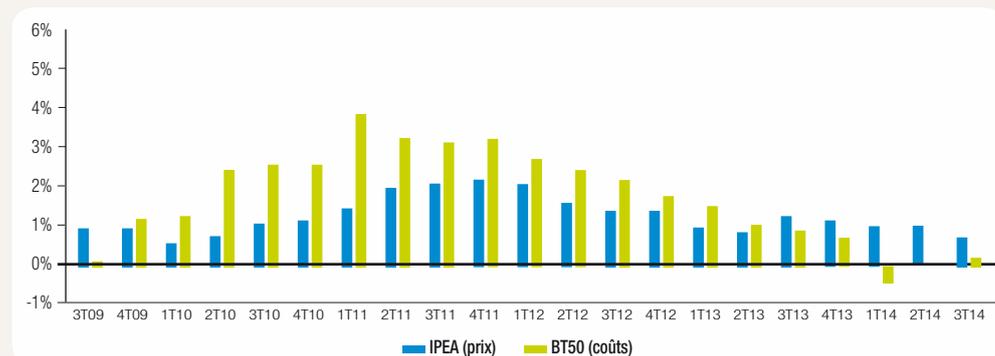
Les carnets de commandes représentent 67 jours de travail au 4^{ème} trimestre 2014 (contre 74 jours un an auparavant). La détérioration des carnets de commandes se poursuit pour l'ensemble des entreprises en construction neuve comme en l'entretien-amélioration.

ENTRETIEN-AMÉLIORATION DU LOGEMENT : COÛT ET PRIX DES TRAVAUX

Des coûts qui progressent moins vite que les prix

Les prix ont augmenté de 0,7 % au 3^{ème} trimestre 2014 dans le même temps les coûts ont progressé de 0,2 %. L'augmentation globale des prix est essentiellement due à la hausse des prix des travaux de Maçonnerie-Béton Armé-Carrelage et Plâtrerie.

Évolution comparée des prix et des coûts



Source : MEDDE ET INSEE, évolution par rapport au même trimestre de l'année précédente.

Evolution des prix par corps de métiers (3T2014 / 3T2013)

Maçonnerie Béton Armé Carrelage	1,4 %
Peinture Revêtement mural et de sol souple	0,2 %
Menuiseries Bois PVC	1,1 %
Couverture zinguerie	-0,7 %
Génie climatique	0,9 %
Plomberie sanitaire	0,5 %
Électricité	0,5 %
Menuiserie métallique Serrurerie	0,9 %
Plâtrerie	1,8 %

MÉMO

Indice des prix à la consommation

Valeur en décembre 2014	Évolution annuelle (M/M-12)
125,81	+ 0,0 %

Indice du coût de la construction

Valeur au 3T14	Évolution annuelle (T/T-4)
1 627	+ 0,93 %

Indice de référence des loyers

Valeur au 4T14	Évolution annuelle (T/T-4)
125,29	+ 0,37 %

Source : INSEE, indice base 100 au 4^{ème} trimestre 1998

Index BT50

Valeur en septembre 2014	Évolution annuelle (T/T-4)
184,0	+ 0,2%

Source : MEDDE, publication au JO du 20/06/2014

Cours de l'aluminium

En dollars/tonne en novembre 2014	Évolution annuelle (M/M-12)
2 053,3	+ 1749 %

Cours du cuivre

En dollars/tonne en novembre 2014	Évolution annuelle (M/M-12)
6 515,0	- 7,9 %

Cours du zinc

En dollars/tonne en novembre 2014	Évolution annuelle (M/M-12)
2 258,7	+ 20,9 %

Prix de vente des produits céramiques et matériaux de construction

Valeur en novembre 2014	Évolution annuelle (M/M-12)
102,9	- 0,5 %

Prix de vente du béton prêt à l'emploi

Valeur en novembre 2014	Évolution annuelle (M/M-12)
100,1	- 0,6 %

Prix de vente des produits sidérurgiques de base et ferroalliages

Valeur en novembre 2014	Évolution annuelle (M/M-12)
99,6	- 1,0 %

Source : INSEE, indice base 100 en 2010.

ACTIVITÉ ET CARNETS DE COMMANDES

Activité

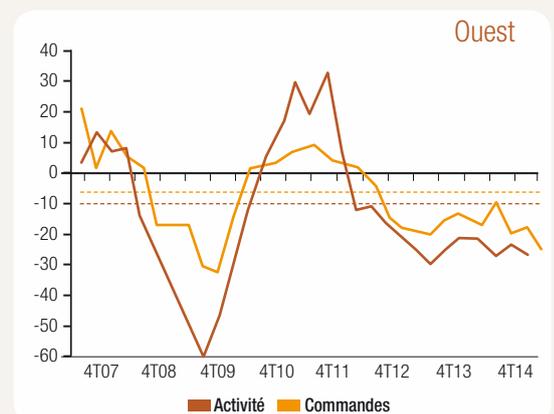
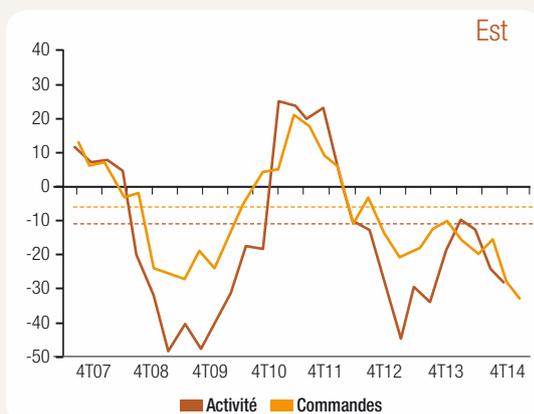
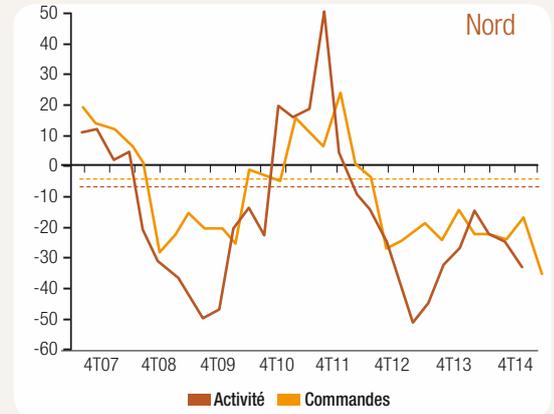
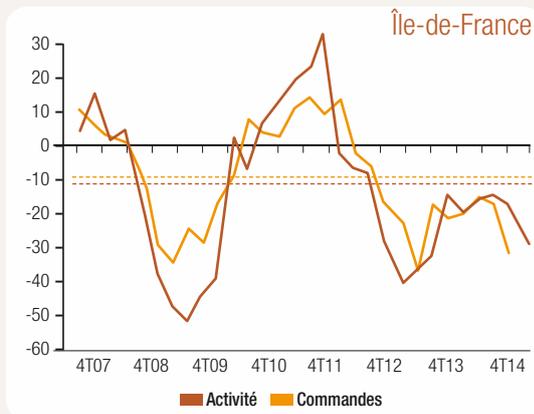
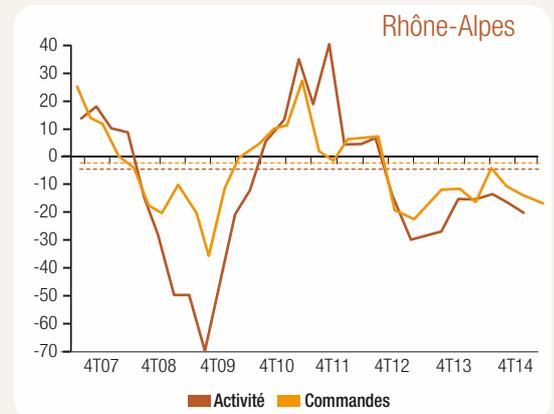
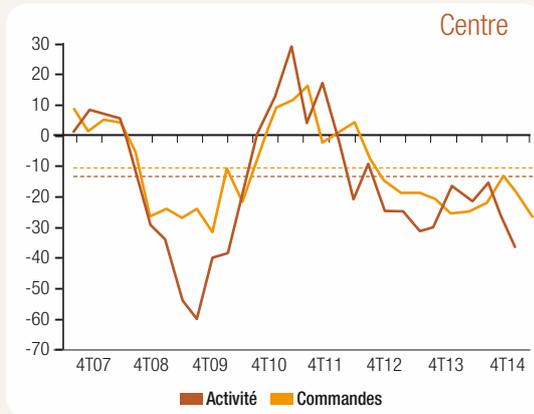
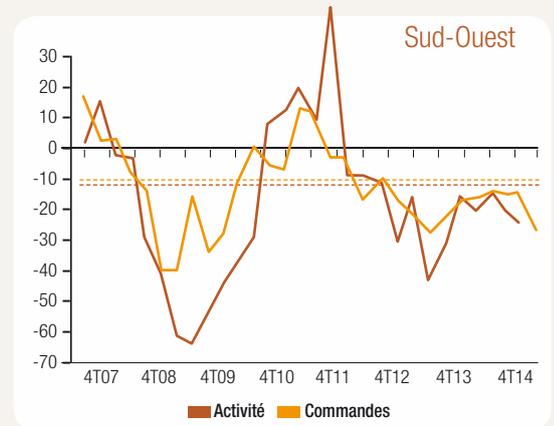
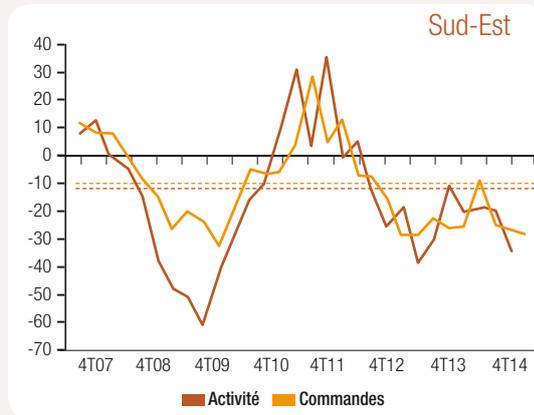
Au 4^{ème} trimestre 2014, l'activité enregistre un nouveau recul dans l'ensemble des régions.

Commandes

Le renouvellement des carnets de commandes reste difficile dans toutes les régions particulièrement dans le Nord, l'Est et le Centre.

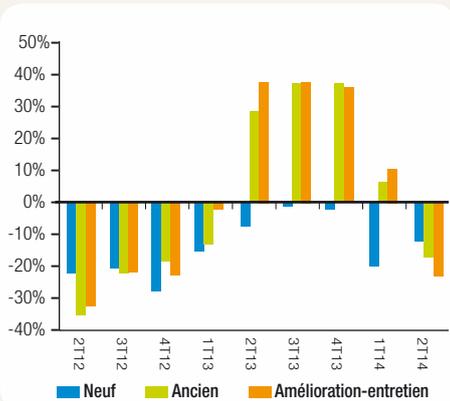
Interprétation des soldes d'opinions : méthodologie

Le solde d'opinions se rapportant à l'activité mesure la différence entre le pourcentage d'entreprises ayant enregistré une hausse de leur activité et le pourcentage d'entreprises ayant enregistré une baisse. La valeur d'un solde d'opinions doit être interprétée en fonction de la moyenne des soldes d'opinions précédents. Les points situés au-dessus de l'axe représentant la moyenne sur longue période traduisent des opinions majoritairement favorables (de plus en plus favorables lorsque les points s'éloignent de l'axe et inversement). À l'inverse, les points situés au-dessous de cet axe correspondent à des opinions plutôt défavorables (de plus en plus négatives lorsque les points s'éloignent de l'axe et inversement).



N.B. : la courbe relative aux commandes, c'est-à-dire à l'activité prévue, est avancée d'un trimestre. Les courbes en pointillés représentent les moyennes sur longue période.

CRÉDITS À L'HABITAT POUR LES PARTICULIERS



Source : Banque de France.

Des crédits à nouveau en baisse

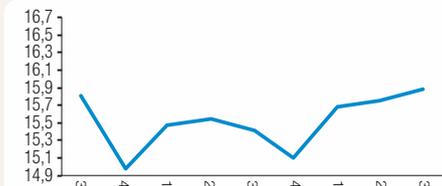
Les montants de crédits accordés pour l'achat d'un logement neuf continuent de baisser pour le 12^{ème} trimestre consécutif au 2^{ème} trimestre 2014 (- 11,2 % par rapport au même trimestre de l'année précédente).

Les montants accordés pour l'acquisition de logements anciens baissent également, - 16,1 %, tout comme les crédits destinés aux travaux d'entretien-amélioration - 21,9 % par rapport au même trimestre de l'année précédente.

Le montant global des crédits octroyés aux ménages poursuit son recul avec - 15,4 %.

Au 3^{ème} trimestre 2014, le taux d'épargne augmente et atteint 15,8 %, soit son plus haut niveau depuis deux ans.

Évolution du taux d'épargne des ménages

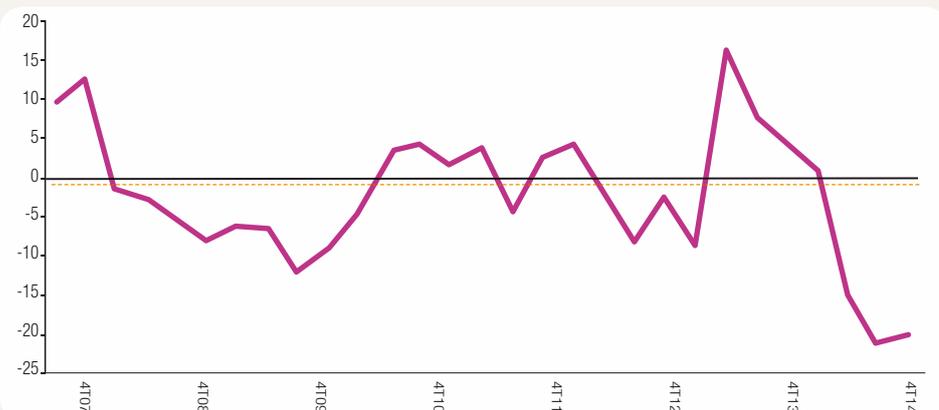


Source : INSEE. Le taux d'épargne est le rapport entre l'épargne des ménages et le revenu disponible brut.

COLLECTIVITÉS LOCALES

Un solde d'opinions toujours très bas

8 % des entreprises enregistrent une hausse de leur chiffre d'affaires réalisé pour le compte des régions, départements et communes, tandis que 28 % constatent une baisse. L'activité avec les collectivités continue de chuter au 4^{ème} trimestre 2014 dans un contexte de baisse des dotations de l'Etat.



Source : CAPEB / I+C, évolution de l'activité par rapport au trimestre précédent (graphique de gauche, solde d'opinions) et (graphique de droite, pourcentage d'entreprise).

24 % des entreprises travaillent pour les collectivités territoriales

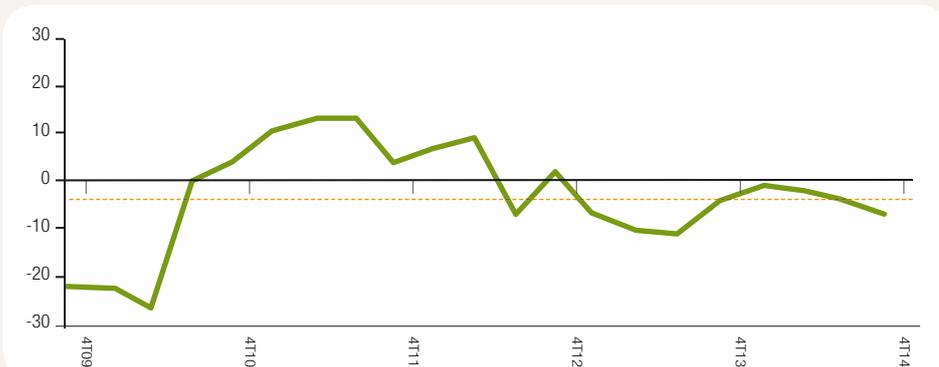
Le nombre d'entreprises travaillant pour le compte des collectivités locales est toujours en forte baisse par rapport au même trimestre de l'année précédente (24 % contre 35 %) mais reste stable par rapport au trimestre précédent.



SOUS-TRAITANCE

La sous-traitance poursuit sa baisse

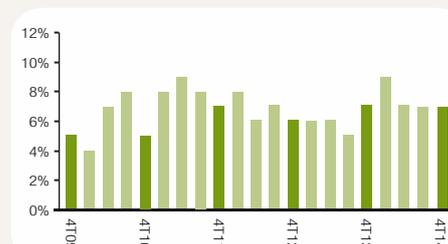
16 % des entreprises notent une baisse de leur activité réalisée en sous-traitance alors que 10 % constatent une progression. Au 4^{ème} trimestre 2014, l'activité en sous-traitance reste inférieure à la moyenne observée sur les sept dernières années.



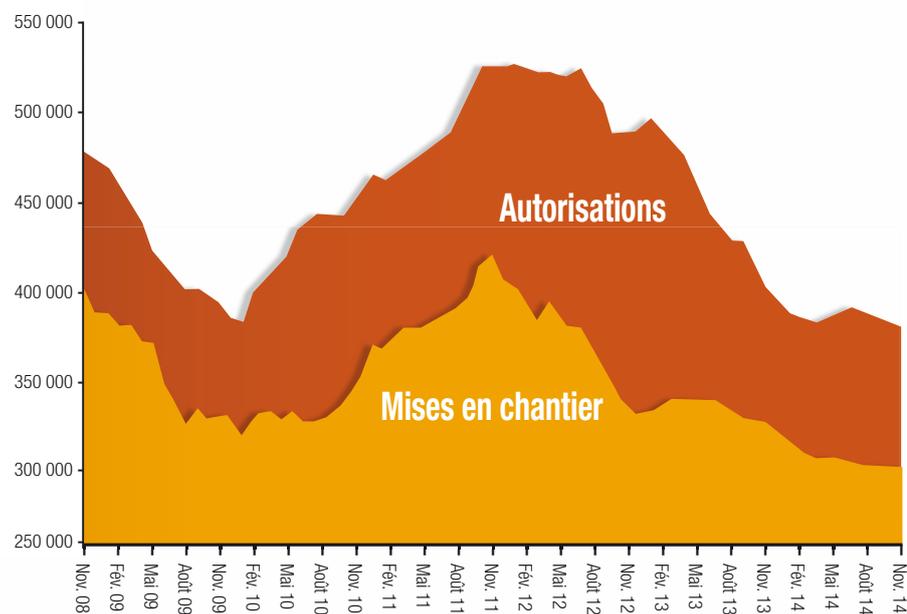
Source : CAPEB / I+C, évolution de l'activité par rapport au trimestre précédent (graphique de gauche, solde d'opinions) et (graphique de droite, pourcentage d'entreprise).

7 % des entreprises en sous-traitance

Le nombre d'entreprises réalisant des travaux en sous-traitance s'établit à 7 % ce trimestre (comme au même trimestre de l'année précédente), niveau conforme à celui observé ses dernières années.



NEUF : AUTORISATIONS ET MISES EN CHANTIER DE LOGEMENTS



Les mises en chantier n'atteignent pas le seuil des 300 000 logements

A la fin novembre 2014, on totalise seulement 299 200 logements neufs commencés (en cumul sur 12 mois), soit une baisse de 11,4 % sur un an.

Les mises en chantier de logements individuels purs sont encore particulièrement touchées puisqu'elles affichent une baisse de 18,6 % et s'établissent à 92 779 sur 12 mois cumulés.

Le nombre de permis de construire est également en baisse sur les trois derniers mois écoulés avec un recul sur 12 mois cumulés de - 11,9 %.

Type de logements commencés

Cumul des 12 derniers mois (résultats à la fin nov. 2014)

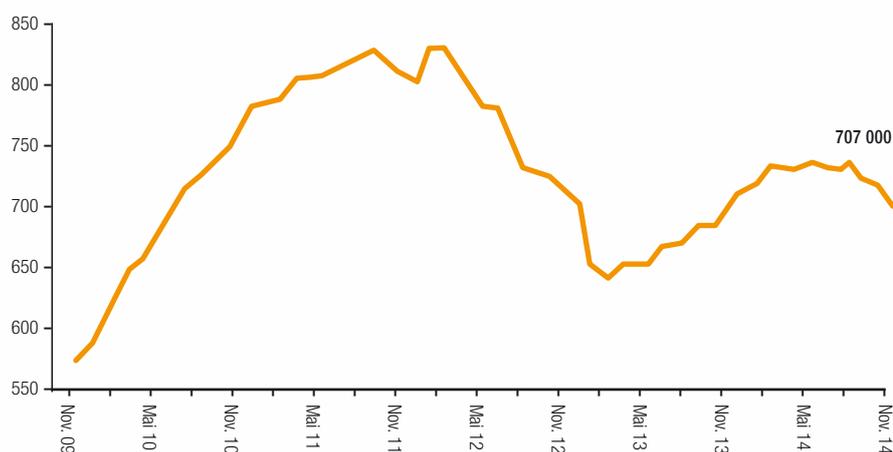
Variation (déc. 2013 à nov. 2014) / déc. 2012 à nov. 2013)

Individuels purs	92 779	-18,6 %
Individuels groupés	35 314	-20,5 %
Collectifs	148 398	- 6,7 %
Logements en résidence	22 708	11,1 %
Total	299 199	-11,4 %

Source : MEDDE.

ANCIEN : VENTES DE LOGEMENTS

Nombre de ventes de logements anciens sur les douze derniers mois (en milliers).



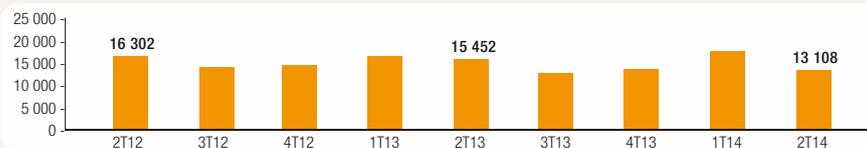
707 000 logements anciens vendus en novembre 2014

En novembre 2014, on totalise 707 000 ventes de logements anciens (en cumul sur 12 mois), comme un an auparavant.

Source: CGEDD d'après DGFIP (MEDOC) et bases notariales.

DÉMOGRAPHIE DES ENTREPRISES DANS LE BÂTIMENT

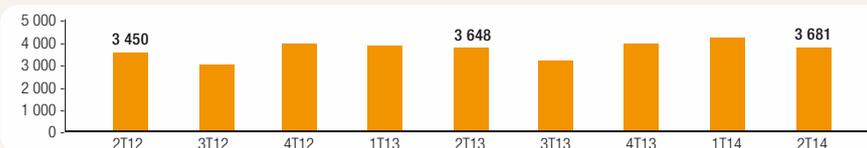
Nombre de créations



Créations : -15,2 %*

Au 2^{ème} trimestre 2014, 13 108 entreprises ont été créées dans le bâtiment (y compris auto-entrepreneurs). En cumul sur un an, le total de créations s'établit à 56 549, soit une baisse de 5,6 % sur 12 mois.

Nombre de défaillances



Défaillances : + 0,9 %*

Au 2^{ème} trimestre 2014, 3 681 défaillances d'entreprises ont été enregistrées (y compris auto-entrepreneurs) dans le bâtiment. En cumul sur un an, les défaillances s'établissent à 14 713 soit une baisse de 3,3 % sur 12 mois.

Nombre de cessations



Cessations : - 50,3 %*

Au 2^{ème} trimestre 2014, 4 742 cessations d'entreprises ont été enregistrées (y compris auto-entrepreneurs) dans le bâtiment. En cumul sur un an, les cessations s'établissent à 33 057 soit une baisse de 20,4 % sur 12 mois.

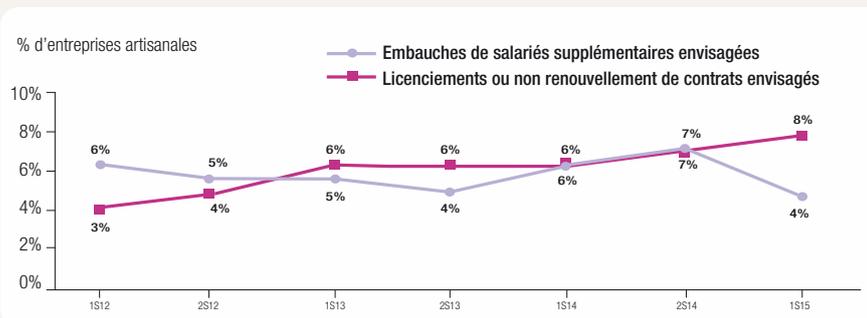
Source : Ellipse.

Source : Ellipse.

*2T2014/2T2013

EMPLOI DANS L'ARTISANAT DU BATIMENT

Des embauches à la baisse dans l'artisanat du bâtiment



8 % des chefs d'entreprise envisagent de licencier ou de ne pas renouveler les contrats au premier semestre 2015 (contre 6 % à la même période un an auparavant).

Dans le même temps, 4 % des entreprises pensent embaucher des salariés supplémentaires (contre 6 % un an auparavant).

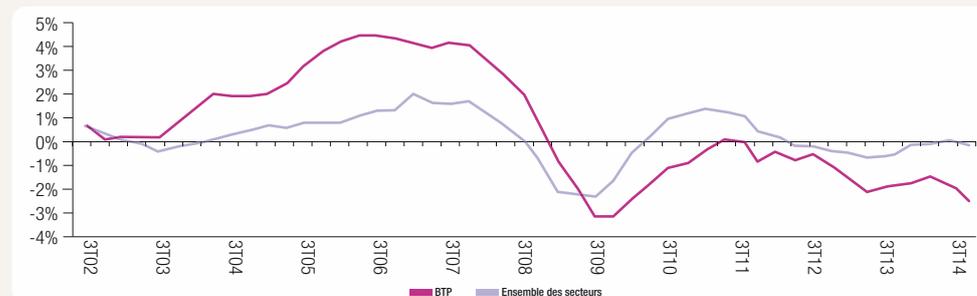
Au 1^{er} semestre 2015, le nombre d'entreprises envisageant de licencier ou de ne pas renouveler les contrats est donc supérieur au nombre d'entreprises souhaitant embaucher.

Source : CAPEB-I + C

EMPLOI DANS LE BTP

Emploi salarié

L'emploi salarié du BTP s'établit à 1 362 800 au 3^{ème} trimestre 2014, soit une baisse significative de 2,6 % sur un an.



Source : INSEE.

Emploi intérimaire

Au 3^{ème} trimestre 2014, le secteur de la construction totalise 98 575 emplois intérimaires (emplois équivalents temps plein) contre 111 392 au même trimestre de l'année précédente. L'intérim est, comme au trimestre dernier, en forte baisse (- 11,5 %) par rapport au même trimestre de l'année précédente.

Le taux de recours à l'intérim (poids de l'emploi intérimaire dans l'emploi salarié total) s'établit à 6,7 %.



CONFÉDÉRATION DE L'ARTISANAT ET DES
PETITES ENTREPRISES DU BÂTIMENT

2, rue Béranger - 75140 Paris Cedex 03
Tél. : 01 53 60 50 00 - Fax : 01 45 82 49 10
e-mail : capeb@capeb.fr

POUR TOUTE INFORMATION,
UTILISEZ VOTRE ESPACE RÉSERVÉ SUR :

www.capeb.fr